

## **Cameroun : Le combat du *Messageur***

### **Entretien avec Pius N. Njawe**

*Le Messageur s'est distingué ces dernières années par une liberté de ton et un humour qui lui ont fréquemment valu les foudres de la censure. Ce faisant, il témoignait tout à la fois de l'indéniable libéralisation de la vie politique camerounaise depuis novembre 1982 et des contradictions inhérentes à ce processus. Pendant l'été, Le Messageur a été momentanément contraint de suspendre sa parution. Son directeur, Pius N. Njawe, précise la signification de son combat :*

Parmi les événements que l'histoire retiendra comme grands moments de la marche en avant du Cameroun vers le progrès, il y a incontestablement l'avènement, le 6 novembre 1982, de la 2<sup>e</sup> République. D'abord, parce que tout changement porte en lui son cortège d'espoirs. Ensuite, et dans le cas du Cameroun, les promesses faites par celui qui avait la lourde responsabilité de conduire ce changement allaient dans le sens que nous, au *Messageur*, croyions être le souhait du peuple camerounais, à savoir conduire notre pays vers une société plus ouverte et plus démocratique. C'est donc parce que nous croyions au changement, et que l'orientation donnée à celui-ci par le nouveau leader rejoignait nos préoccupations, que nous avons décidé librement, c'est-à-dire en toute indépendance, de mettre notre plume à contribution, non seulement pour rendre ce processus irréversible, mais surtout pour apporter notre soutien à celui qui portait en lui les espérances de tout un peuple.

Nous n'en sommes pas dupes, le changement est un processus qui ne se fait pas aussi facilement qu'on l'exprime ; il ne suffit pas de le souhaiter et de l'exprimer pour qu'il soit. Le premier obstacle, nous en étions conscients, était constitué par ceux, bénéficiaires de l'ordre ancien, pour qui souscrire au changement

\* *Le Messageur*, b.p. 5885, Douala, Cameroun.

ne pouvait correspondre qu'à la signature de leur propre arrêt de mort. Et ce ne sont pas les tristes événements du 6 avril 1984 qui me démentiront.

D'autre part, le changement ne pouvant s'opérer tout seul, il fallait que son initiateur puisse compter sur des hommes et des structures avec et à travers lesquels il devait conduire ce changement. Et vous conviendrez avec moi qu'en faire un choix approprié n'est déjà pas une mince affaire. Il apparaissait donc opportun pour le *Message*, témoin du présent et bibliothèque du futur, d'aider au discernement adéquat des bons choix à faire pour conduire la barque du Renouveau camerounais à bon port. Certes, nous ne doutions pas de l'immense popularité et du soutien massif du peuple dont l'expression de l'engagement derrière son nouveau leader ne s'était pas fait attendre. Mais nous savions également que, dans cet élan populaire, il y avait ceux pour qui le patriotisme était certainement teinté d'hypocrisie et d'ambitions personnelles.

Le devoir du *Message*, dès lors que nous nous sommes sentis partie prenante dans le combat de Paul Biya, était justement de se mettre à l'écoute du peuple profond pour qui seule la patrie comptait, de traduire sa foi et ses espérances afin que la démocratie et la société ouverte vers laquelle nous cheminions se bâtissent à son seul profit. Il est donc clair pour nous qu'il ne s'agissait nullement de remettre en cause les options fondamentales que nous avons désormais faites nôtres, mais de critiquer leur application sur le terrain en ce qui était critiquable, afin que triomphent les idéaux du renouveau national.

Vous comprenez donc que la mission que nous nous étions assignée au *Message* n'était pas facile, et que les difficultés que nous connaissons aujourd'hui ne nous surprennent pas du tout. Car nous sommes convaincus qu'elles sont le fait, d'une part, de ceux qui, bénéficiaires de l'ordre ancien, ont survécu au changement par un miracle qu'au moins l'histoire, espérons-le, pourra nous expliquer, et, d'autre part, de ceux dont le soutien hypocrite couvrait des ambitions égoïstes que le changement n'a pas cru devoir, fort heureusement, assouvir.

Pour me résumer donc, notre combat va dans le sens du soutien aux options fondamentales du renouveau, contre anciens ou nouveaux pour qui le changement ne peut se faire qu'à leur seul profit. On comprend dès lors qu'il ressemble à un combat de boxe — sans arbitre, hélas ! — où le plus puissant (qui n'est pas automatiquement le plus fort) peut, à tout moment, éliminer son adversaire au mépris des règles du jeu.

**Q. :** *Votre parcours dans ce combat ne doit pas être de tout repos. Je pense à la censure...*

**R. :** Il est évident pour moi que censure et démocratie ne peuvent aller de pair. Cependant, autant le président Biya souhaite que cette démocratie se fasse progressivement, autant je

suis partisan que la censure disparaisse tout aussi progressivement. Ce qui est embêtant dans tout cela, c'est que celle-ci ne se fonde sur aucun critère objectivement défini, mais se fait plutôt à la tête du client.

Ainsi il est arrivé plusieurs fois que des articles censurés au *Messenger* aient pu paraître ailleurs sans aucune inquiétude. Je pense par exemple à cette « Recette pour une bonne motion de soutien » qu'un lecteur a envoyée un jour à la fois au *Messenger* et à un consœur ; les deux journaux se retrouvent devant le préposé à la censure le même jour, et notre consœur reçoit le feu vert tandis que ce même papier est enlevé dans *Le Messenger*. Comment, dans ces conditions, s'empêcher de penser à un règlement de comptes ?

Il y a pourtant un cas « heureux » qui mérite d'être signalé : au plus fort de la crise d'avril 1984, *Le Messenger* avait été censuré pour un article, sur des critères tellement objectifs et expliqués que j'étais reparti le cœur plein de joie, car à l'époque, le choix était clair entre compter nos morts et préserver notre unité nationale. Et je sais gré à l'ex-ministre de l'Administration territoriale Fouman Akame d'avoir prouvé qu'en certaines circonstances la censure n'était pas une si mauvaise chose en soi.

Seulement, comme je le dis, il faut que ce soit une exception et non une règle. Et qu'on fasse davantage confiance à la responsabilité des journalistes eux-mêmes, qui ne sont pas moins patriotes que les autres Camerounais. Si, pour des raisons d'État clairement expliquées, on est obligé de saisir un journal, il faudrait que l'État, qui a pris cette décision, puisse prévoir, comme c'est le cas ailleurs, une indemnisation pour le manque à gagner causé par cette saisie. Sinon l'avalanche des saisies ne peut contribuer qu'à tuer cette presse qui, en d'autres circonstances, a été citée en exemple par le chef de l'État comme ayant positivement contribué à l'affermissement de la conscience nationale et à la mobilisation des énergies derrière les options qui sont les nôtres aujourd'hui.

**Q. :** *Quelle analyse faites-vous de la contradiction apparente entre le discours politique qui prône la libéralisation, et les réalités quotidiennes plutôt astreignantes qui s'exercent sur la presse au Cameroun en général, et sur votre journal en particulier ?*

**R. :** A mon avis, rien ne me permettant de manière absolue de penser, et encore moins affirmer, que le président Biya cautionnerait ces réalités astreignantes comme vous dites, la censure et les manœuvres diverses d'intimidation, nous continuons à croire, mes collaborateurs et moi, que cette contradiction apparente est simplement le fait d'individus d'hier qui n'acceptent pas l'évolution démocratique de notre pays, tout simplement parce qu'elle menace les rentes et les intérêts divers qu'ils ont accumulés assez illégitimement pendant le règne du précédent chef d'État.

Au-delà des problèmes d'information, ce jugement est aussi valable pour d'autres domaines, notamment celui de l'expression politique et du développement économique où diverses manœuvres sont déployées çà et là pour contrer, contourner ou retourner les principes de démocratisation, de rigueur et de moralisation.

Dans ces conditions, vous conviendrez avec moi qu'il serait hasardeux pour moi aujourd'hui, faute d'éléments d'analyse concrets et vérifiables, de remettre en question, du moins pour le moment, la sincérité dont nous avons, dès le début, crédité l'actuel locataire du Palais de l'Unité.

**Q. :** *Au fait, Le Messenger, qu'est-ce au juste ? Une société, une institution ou une affaire personnelle ? Bref comment est-il né et quelles sont ses assises économiques ?*

**R. :** J'étais chef des informations intérieures à *La Gazette* lorsqu'en novembre 1979 j'ai décidé de voler de mes propres ailes. C'est alors que j'ai créé *le Messenger* à Bafoussam, dans l'Ouest du pays, avec des économies personnelles réunies grâce à ma collaboration aux publications de la Société africaine de presse et des éditions fusionnées (SAPEF) de Michel de Breteuil. Les difficultés ont surgi très tôt, en raison de la faiblesse de ces assises financières.

Sur ces difficultés n'ont pas tardé à se greffer les tracasseries administratives et les querelles de personnes qui ne pouvaient s'expliquer que par le ton du journal : dénonciation des abus et des injustices de toutes natures. C'est dans ce contexte que *le Messenger* a enregistré son premier procès avec une équipe de... football, qui l'accusait d'être à l'origine de sa déconfiture (!).

Cette situation a contribué à maintenir *le Messenger* au stade de mensuel à vocation bimensuelle, les hommes d'affaires que j'avais contactés au départ pour souscrire des actions s'étant désistés par la suite. D'ailleurs, j'ai été obligé plusieurs fois d'interrompre, le temps de me débrouiller çà et là pour trouver un peu d'argent afin de continuer... le combat pour la survie du *Messenger*. En 1983, j'ai décidé de transférer le siège du journal à Douala, dans l'espoir de bénéficier entre autres des marchés publicitaires dont la capitale économique du pays est potentiellement pourvoyeuse, mais aussi dans la perspective de trouver des collaborateurs peu exigeants, mais surtout habités par l'amour du métier, et donc susceptibles de souscrire à ma lutte. Et c'est ainsi que mes confrères et aînés J.B. Sipa, Kamoja Le Prince et quelques autres ont bien voulu répondre à mon appel.

Je dirai pour me résumer que *Le Messenger* est une initiative personnelle, certes, mais davantage une affaire de journalistes voués à la cause nationale, et dont l'abnégation et l'esprit de sacrifice ont jusqu'ici permis à ce journal de résister à toutes les tempêtes.

*Propos recueillis par Politique africaine*